

## **Réponse d'Altitude à Consultation publique de l'Arcep**

### **relative au Projet de modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz pour les réseaux mobiles à très haut débit**

Altitude remercie l'Arcep pour la mise en consultation de son projet de modalités d'attribution des fréquences dans la bande 3,8 – 4,2 GHz. Cette initiative marque une avancée importante pour le développement des réseaux mobiles professionnels à très haut débit, en particulier les réseaux dits « verticaux », et répond aux attentes croissantes d'acteurs publics et privés en matière de connectivité dédiée, performante et souveraine.

Altitude salue en particulier la reconnaissance par l'Arcep, dans son projet, des besoins particuliers des acteurs publics, notamment dans le cadre des concessions de service public. Ces derniers portent des projets structurants pour les territoires, nécessitant un accès adapté aux ressources spectrales. À ce titre, nous soutenons pleinement l'approche visant à aménager les modalités d'attribution afin de tenir compte des spécificités de ces projets.

Les modalités publiées par l'Arcep appellent les commentaires suivants de la part du Groupe Altitude.

#### **1. Durée des autorisations et sécurisation des investissements**

Le projet prévoit la possibilité de délivrer des autorisations d'utilisation des fréquences pour une durée inférieure à dix ans, notamment afin de s'aligner sur la temporalité des contrats de concession. Si cette flexibilité est utile, nous recommandons également d'introduire la possibilité de délivrer des autorisations pour une durée supérieure à dix ans lorsque les projets publics s'inscrivent dans une trajectoire d'investissement et d'exploitation à plus long terme.

À titre de comparaison, les autorisations octroyées pour des usages « horizontaux », notamment dans la bande 3,5 – 3,8 GHz, sont d'une durée de 20 ans (15 ans + 5 ans). Une telle stabilité est un facteur déterminant pour la viabilité économique des projets publics, notamment dans les zones moins denses.

De plus, la durée de prévenance avant un éventuel non-renouvellement des autorisations pourrait utilement être portée à deux ans, afin de permettre aux porteurs de projet d'anticiper l'adaptation de leur plan d'affaires et d'organiser la continuité de service.

#### **2. Délais de mise en œuvre et obligations de couverture**

S'agissant des obligations de couverture prévues à 18 mois et 36 mois après l'entrée en vigueur des autorisations, nous appelons l'attention de l'Arcep sur les contraintes spécifiques des projets publics, et en particulier ceux mis en œuvre dans le cadre d'une procédure de délégation de service public.

En effet, un délai significatif peut s'écouler entre la date d'attribution des fréquences et le lancement opérationnel du projet, du fait des délais incompressibles liés aux procédures de consultation et de sélection des opérateurs délégataires. Dans ce contexte, il serait pertinent que le point de départ des obligations de couverture intervienne non pas à compter de la date de

délivrance de l'autorisation, mais à compter de l'entrée en vigueur du contrat de concession ou de la désignation du prestataire en charge de l'exploitation. A tout le moins une flexibilité devrait être prévue pour appréhender ces cas de figure et sécuriser les acteurs de ces projets.

### **3. Redevances : garantir l'accessibilité économique des fréquences pour les collectivités**

Altitude souligne l'importance de calibrer les redevances associées à l'usage de la bande 3,8 – 4,2 GHz de manière à ne pas dissuader les initiatives publiques, en particulier dans les territoires où le modèle économique est plus contraint.

Il serait opportun que l'Arcep étudie la mise en place de conditions tarifaires différenciées ou adaptées lorsque les fréquences sont affectées à des opérateurs en charge de la mise en œuvre de missions d'intérêt général portées par des collectivités territoriales.

### **4. Modalités de mise à disposition des fréquences à un tiers**

Le projet traite des cas de mise à disposition des fréquences à un tiers par cession ou location. Nous attirons l'attention de l'Arcep sur un autre cas d'usage, fréquent dans le secteur public : celui où une collectivité ou un établissement public attributaire des fréquences en confie l'exploitation à un opérateur dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

Cette situation, qui relève d'un usage indirect mais encadré au service de missions d'intérêt général, ne saurait être assimilée à une cession ou une location commerciale de fréquences. Il conviendrait donc que le projet de décision intègre explicitement cette modalité de mise à disposition, afin de sécuriser juridiquement ces dispositifs et d'en faciliter la mise en œuvre.

## **Conclusion**

Altitude réaffirme son attachement à une régulation adaptée aux besoins des territoires et des acteurs publics. Le projet soumis à consultation constitue une avancée positive en ce sens. Nous invitons l'Arcep à conforter cette dynamique en intégrant les aménagements proposés, de manière à soutenir le déploiement de réseaux radio à très haut débit au service de l'intérêt général et de la cohésion territoriale.

\* \* \*